

Le gouvernement d'Allemagne, dont le territoire accueille 16 000 Erythréens, a répondu de manière positive à cet appel et a signé un accord de coopération avec le gouvernement provisoire d'Erythrée.

L'Allemagne connaît depuis une dizaine d'années un système d'aide au retour généreux et intelligent, dont ont bénéficié notamment des réfugiés turcs et chiliens.

Cette aide, selon le modèle allemand, consiste à:

a. payer pendant deux ans le 60 pour cent du salaire allemand de celui ou celle qui retourne dans son pays pour y exercer sa profession qualifiée, ainsi qu'une contribution de 20 000 DM au maximum pour acheter le matériel de travail;

b. pour les professionnels peu qualifiés, payer la différence entre le salaire allemand et le salaire érythréen pendant deux ans, mais à concurrence de 800 DM par mois au maximum;

c. pour les personnes sans qualification, verser une contribution de formation dans le pays du retour, de 500 DM par mois pendant six mois, plus une contribution pour frais d'installation;

d. alimenter avec le pays du retour un fonds commun pour les prêts à faibles intérêts en faveur de réfugiés retournant dans leur pays d'origine pour y créer une entreprise.

Une telle conception est évidemment très différente de la réserve avec laquelle l'Office fédéral des réfugiés énonce sa propre vision de l'aide au retour.

La conclusion d'un accord de coopération entre l'Erythrée et la Suisse, sur le modèle de celui passé entre l'Erythrée et l'Allemagne, pourrait constituer une expérience utile, susceptible d'être étendue ultérieurement aux cas d'autres ressortissants étrangers réfugiés dans notre pays.

Ce serait l'occasion de nouer des relations politiques, sociales et économiques fructueuses avec des pays qui cherchent à reconstruire ou à construire un appareil de production et des équipements collectifs dans un esprit démocratique.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 19. Mai 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 19 mai 1993

1. Le référendum sur l'indépendance de l'Erythrée s'est tenu du 23 au 25 avril 1993. La Suisse a accordé son soutien financier à l'ONU pour sa mission d'observation des élections (Onuver) et a mis à sa disposition six observateurs. Le 27 avril, le secrétaire général du gouvernement provisoire déclarait l'indépendance de l'Erythrée, suite à la proclamation des résultats du scrutin par la Commission des élections et à la déclaration des dirigeants de la mission Onuver faisant état du déroulement en bonne et due forme des élections.

Le Conseil fédéral a autorisé le DFAE à reconnaître l'indépendance de l'Erythrée en temps opportun, reconnaissance qui a eu lieu le 6 mai 1993. Les relations bilatérales de facto déjà existantes ont ainsi été portées à un niveau officiel, permettant par là même d'instaurer les bases d'une collaboration future.

2.-4. Jusqu'à présent, la Suisse n'a reçu aucune demande de suspension ni d'échelonnement du retour des réfugiés érythréens. Pour les réfugiés reconnus par la Suisse, la question ne deviendra d'actualité que lorsque les conditions seront modifiées durablement au point qu'il faudrait envisager une reconsidération générale de l'asile qui leur a été accordé. A l'heure actuelle, tel n'est pas le cas. Indépendamment du fait que si l'asile était retiré, la plupart des intéressés ne seraient pas concernés par un retour involontaire, parce que la majorité des réfugiés érythréens reconnus disposeront entre temps d'un permis d'établissement. A la fin de 1992, au total 254 ressortissants du territoire de l'ancienne Ethiopie bénéficiaient d'un permis de séjour de la police des étrangers, dont 33 à titre de saisonniers et 221 de résidents. Ces chiffres comprennent les 164 personnes qui ont reçu l'asile entre 1985 et 1992. Vu ce faible nombre, on ne pourrait guère envisager de retours échelonnés, même si la majorité des Erythréens résidant en Suisse décidaient en même temps de retourner dans leur pays d'origine.

A la fin du mois de mars 1993, 184 personnes dont les demandes d'asile n'avaient pas encore fait l'objet de décisions de première instance séjournaient en Suisse. Dans le cas d'une décision négative assortie d'un renvoi, il serait exclu que de telles personnes reçoivent des aides au retour au sens du modèle allemand évoqué par l'auteur de l'interpellation. En effet, la nouvelle conception de l'aide au retour de la Suisse se fonde sur une appréciation globale des phénomènes migratoires et, par conséquent, tient également compte des conséquences de projets d'aide au retour tant pour la Suisse que pour les pays d'origine. Si les requérants d'asile déboutés par la Suisse rentrent dans leur patrie et peuvent s'y réintégrer grâce à des aides financières individuelles, les personnes restées au pays d'origine décideront le cas échéant d'émigrer pour jouir elles aussi de telles prestations. Aussi, la nature et l'étendue de l'aide au retour qu'accorde la Suisse dans les cas concrets et en liaison avec des projets visent-elles en premier lieu à encourager et soutenir l'initiative individuelle des personnes concernées et à leur ouvrir de nouvelles perspectives d'existence dans leur pays d'origine. Autorité compétente pour l'octroi de l'aide au retour, l'Office fédéral des réfugiés ne gère pas de projets proprement dits dans les Etats d'origine, mais peut toutefois appuyer financièrement des projets ponctuels appropriés. Jusqu'à présent, aucun projet de cet ordre ne lui a été soumis en ce qui concerne l'Erythrée. Mais il est certain que les projets de coopération et d'aide au développement exécutés dans les Etats d'origine contribuent à créer de meilleures conditions de vie et peuvent ainsi faciliter indirectement la réintégration des intéressés.

Erklärung des Interpellanten: teilweise befriedigt

Déclaration de l'interpellateur: partiellement satisfait

93.3238

Interpellation Columberg Gipfeltreffen der Staats- und Regierungschefs in Wien. Beitrag der Schweiz Sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement à Vienne. Contribution de la Suisse

Wortlaut der Interpellation vom 29. April 1993

Am 8. und 9. Oktober 1993 findet in Wien das erste Gipfeltreffen der Staats- und Regierungschefs der Mitgliedstaaten des Europarates statt. Diese Zusammenkunft eröffnet eine einmalige Chance, Impulse für den weiteren Aufbau Europas zu einem demokratischen, freien, friedlichen und föderalistischen Gebilde zu vermitteln. Die Schweiz gehört bekanntlich seit 1963 dem Europarat an.

In diesem Zusammenhang bitte ich den Bundesrat, folgende Fragen zu beantworten:

1. Ist der Bundesrat bereit, eine grundlegende Reform des Statuts des Europarates zu unterstützen und dabei auch die Mitwirkungsrechte der Parlamentarischen Versammlung zu verstärken?
2. Ist der Bundesrat bereit, sich für eine Strukturreform und für eine bessere finanzielle Dotierung des Europarates einzusetzen?
3. Wird sich die Schweiz für die Genehmigung der Reform des Kontrollsystems der Europäischen Menschenrechtskonvention (Fusion der beiden bestehenden Kontrollinstanzen Menschenrechtskommission und Gerichtshof) einsetzen?
4. Wird sich der Bundesrat für die Verabschiedung eines Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention zum Schutz der Minderheiten einsetzen?

Dodis



Texte de l'interpellation du 29 avril 1993

Le premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe se tiendra les 8 et 9 octobre prochain à Vienne. Voilà l'occasion de redynamiser la construction de l'Europe pour que celle-ci devienne un jour une entité démocratique, libre, pacifique et fédéraliste. Comme on le sait, la Suisse fait partie du Conseil de l'Europe depuis 1963.

Dans ce contexte, je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Est-il disposé à soutenir les efforts visant à réformer en profondeur le statut du Conseil de l'Europe, et à oeuvrer au renforcement des prérogatives de l'Assemblée parlementaire?
2. Est-il prêt à oeuvrer pour que le Conseil de l'Europe soit soumis à une réforme structurelle et qu'il soit doté de moyens financiers plus importants?
3. Va-t-il oeuvrer pour que le système de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme soit réformé (fusion des deux organes de contrôle que sont la Commission des droits de l'homme et la Cour de justice)?
4. Enfin, va-t-il oeuvrer pour que la Convention européenne des droits de l'homme soit complétée par un protocole additionnel visant à protéger les minorités?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Berger, Caccia, Haller, Mühlemann, Robert (5)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 14. Juni 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral du 14 juin 1993

Aus schweizerischer Sicht messen wir diesem Treffen auf höchster Ebene grosse Bedeutung bei. Dieses passt vollkommen zur Entwicklung der Rolle und der zunehmenden Verantwortung, welche die Organisation innerhalb Europas übernehmen soll.

Anlässlich des letzten Ministertreffens des Europarates, am 14. Mai 1993 in Strassburg, hat sich Bundesrat Cotti zur Vorberereitung des Gipfeltreffens mit folgenden Worten geäussert:

«... Die geographische Erweiterung sowie die zahlreichen zur Ueberprüfung vorliegenden Beitrittsgesuche unterstreichen die paneuropäische Berufung des Europarates. Durch sein stetiges Wachstum unter Respektierung seiner Anforderungen leistet der Europarat einen wichtigen Beitrag zur politischen Stabilität unseres Kontinents. Er beteiligt sich an der Gestaltung eines grossen, gemeinsamen demokratischen Rechtsraumes und vereinigt dadurch im Rahmen der gleichen Grundrechte eine immer grösser werdende Zahl von Völkern und Regierungen. Der Europarat bietet somit potentiell einen privilegierten Rahmen für einen politischen Dialog und für die Zusammenarbeit innerhalb eines 'grossen Europas'. Alle Mitgliedstaaten – aus Zentral-, Ost- und Westeuropa – werden gleichberechtigt auf ein gemeinsames Ziel hinarbeiten.

Diese Entwicklung und die anspruchsvollen Visionen, die wir berechtigterweise verfolgen, verlangen Anpassungen und die Restrukturierung unserer Organisation. Die drei Resolutionen über Statutenänderungen, die wir heute verabschiedet werden, sind ein Teil der Anpassungen. Andere werden folgen müssen, darin inbegriffen die Revision des Statuts, um die Arbeitsmethoden und die Strukturen sowie auch die budgetierten Mittel und die Prioritäten der Organisation den neuen Gegebenheiten im 'grossen Europa' anzupassen.

Ziel des Gipfeltreffens ist somit hauptsächlich, die Rolle des Europarates in der europäischen Architektur klar zu definieren und ihm die zur Erfüllung seiner Aufgabe nötigen Mittel und den erforderlichen Rahmen zu geben.

Es ist effektiv unser Anliegen, dass das Gipfeltreffen soweit als möglich zu konkreten Entscheidungen und Ergebnissen gelangt. In dieser Hinsicht zählen wir die Arbeiten für den Minderheitenschutz, die Reform des Kontrollmechanismus der Menschenrechte sowie die Restrukturierung der Ständigen Konfe-

renz der Gemeinden und Regionen Europas zu unseren vorrangigen Zielen»

Der oben zitierte Auszug aus der Erklärung, die der Chef des EDA vor dem Ministerkomitee des Europarates abgegeben hat, enthält im wesentlichen die Antwort auf die in der Interpellation gestellten Fragen:

1. Die Schweiz ist für die Revision des Statuts des Europarates, das vor mehr als 40 Jahren unter grundlegend verschiedenen politischen Umständen ausgearbeitet worden ist. Sie unterstützt auch den Ausbau gewisser Vorrechte der Parlamentarischen Versammlung.
2. Die Schweiz befürwortet, dass dem Europarat genügend finanzielle Mittel zur Erledigung seiner wachsenden Aufgaben zur Verfügung gestellt werden. Falls aufgrund der neuen Strukturen, die eingerichtet werden sollen, oder der Zunahme der Aufgaben sich vermehrte finanzielle Bedürfnisse ergeben sollten, wird die Eidgenossenschaft ihren internationalen Verpflichtungen nachkommen, indem sie den ihr zukommenden Teil übernimmt. Unser Land gewährt im übrigen zusätzliche Beiträge, um gewisse als vorrangig beurteilte Tätigkeiten zu unterstützen, namentlich auf dem Gebiet der Hilfe für die demokratischen Reformen in den Ländern Mittel- und Osteuropas. In Anbetracht der alarmierenden Lage der Bundesfinanzen wird die Auszahlung dieser zusätzlichen Beiträge unter Umständen einer Neubeurteilung unterzogen werden müssen.
3. Auf besonders aktive Weise hat sich die Schweiz bei der Reform des Kontrollsystems der Europäischen Menschenrechtskonvention für die Schaffung eines einzigen und permanenten Gerichtshofs eingesetzt. Sie ist übrigens die Verfasserin dieses Reformvorschlages, der bereits 1985 an einer Ministerkonferenz vorgelegt worden ist. Dieser Vorschlag wird heute von einer deutlichen Mehrheit der Staaten getragen, und soeben ist ein Mandat verabschiedet worden, das Experten beauftragt, auf dieser Basis den Entwurf eines Zusatzprotokolls zur Konvention auszuarbeiten.
4. Die Schweiz beteiligt sich aktiv an den Vorarbeiten für einen Schutz nationaler Minderheiten. Der Ausschuss juristischer Experten, dem die Prüfung von Normen übertragen worden ist, welche zum Minderheitenschutz beitragen können, arbeitet unter schweizerischem Vorsitz. Wir hoffen, am Gipfeltreffen von Wien soweit als möglich zu konkreten Entscheidungen und Ergebnissen zu gelangen, wobei wir uns der politischen Schwierigkeiten und der Komplexität des Problems bewusst sind.

Erklärung des Interpellanten: befriedigt

Déclaration de l'interpellateur: satisfait

93.3055

Interpellation Keller Rudolf**Fragwürdige «Privatuniversitäten» in Allschwil, Magadino und Möhlin****«Universités privées» à Allschwil, Magadino et Möhlin***Wortlaut der Interpellation vom 2. März 1993*

Verschiedenen Informationen zufolge plant in Allschwil (BL), Magadino (TI) und Möhlin (AG) eine «gemeinnützige» Stiftung namens «Global University Federation Foundation» die Errichtung einer neuen Art von alternativen «Universitäten». Interaktive Kommunikation, die Uni kommt zu den Studenten, Studium von natur-ökonomisch-sozialen Gesellschaftsbeziehungen usw. sind die Schlagworte, die mit dieser «Uni» verbunden sind. Offensichtlich handelt es sich bei diesen Projekten um eine recht fragwürdige Sache, bei der der Bund am Ball bleiben sollte.